



### Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Le CESER a raison de souligner la constance de la Région en matière budgétaire. Mais il aurait pu noter aussi le changement de ton dans certaines de ses appréciations. La FSU pour sa part en partage plusieurs : par exemple que la conformité à des ratios ou aux avis des agences de notation n'est sûrement pas la finalité d'une politique budgétaire. De même, lorsque la Région émet des doutes quant à la tenue des engagements financiers de l'État, ou encore lorsqu'elle qualifie la « réforme » de la formation professionnelle de « *centralisation libérale* », la FSU partage également ce point de vue.

Il est dommage cependant que la Région n'aille pas au bout de l'analyse et qu'elle ne dénonce pas plus généralement les effets catastrophiques de l'absurde obsession de la réduction de la dépense publique, cela d'autant plus qu'elle en montre parfaitement la contradiction s'agissant du *Plan d'Investissement dans les Compétences* (PIC).

La FSU en revanche ne partage pas l'optimisme de la Région sur la conjoncture économique nationale. Difficile en effet de parler d'*embellie* alors que les chiffres de la croissance pour l'an prochain ont été revus plus d'une fois à la baisse, que le troisième trimestre 2018 a connu à nouveau une forte hausse du chômage, et que la tension est aujourd'hui à son comble sur le pouvoir d'achat et la politique fiscale injuste du gouvernement.

La FSU ne partage pas davantage l'attente du « pacte girondin » que fait miroiter le Président Macron. Un pacte mais pour quelles compétences ? Et pour quel type d'action publique ? Sous couvert de « différenciation », on risque surtout d'assister à un accroissement des disparités et de la concurrence entre les régions, avec au bout du compte des transferts vers le privé et encore moins de services rendus aux citoyens. S'il y a des « centralisations libérales », il peut aussi y avoir des « décentralisations libérales ». De ce point de vue l'appel du pied répété de la Région aux « synergies » et aux « *complémentarités futures avec des partenaires privés* » afin « *de faire mieux avec moins de moyens* » n'est vraiment pas fait pour nous rassurer.

Le Budget régional est certes fortement dépendant des facteurs extérieurs. Mais la Région fait aussi des choix. Ainsi de la politique de soutien à l'activité économique et d'aide aux entreprises. Le CESER admet comme une *évidence* que cela constitue un facteur d'augmentation *non-maîtrisable* des dépenses régionales. On ne contestera pas la responsabilité de la Région dans ce domaine, mais pour autant, faut-il que ce soit le seul poste incompressible ? L'immobilier des lycées nécessite lui aussi des investissements considérables et la réalisation de tous les objectifs du *Schéma directeur des lycées* nécessiterait d'augmenter l'effort budgétaire. Qu'en sera-t-il ?

Espérons du moins qu'avec le développement du *Service Public d'Accompagnement des Entreprises* (SPAÉ) et le déploiement de 10 nouveaux agents régionaux à cet effet, nos collègues du Collège 1 seront maintenant convaincus de ce que peut apporter le développement de l'emploi public pour la richesse et le dynamisme des territoires.

Pour finir, la FSU souhaiterait que la Région éclaircisse sa position quant au niveau d'engagement qui sera désormais le sien pour la *Carte des formations professionnelles*. Car si d'un côté ses orientations évoquent un travail de régulation à poursuivre avec le rectorat, de l'autre la Région fait part de ses doutes quant à « *l'intérêt d'une Carte réduite au seul champ des formations sous statut scolaire* ».

Dans le contexte de la réforme annoncée de la voie professionnelle qui fragilisera comme jamais les lycées professionnels et d'une politique académique marquée par un manque certain de volontarisme de la part du rectorat pour le développement de l'offre de formations publiques, la FSU engage la Région à prendre date pour un chantier global consacré à la promotion des formations professionnelles et technologiques dans les lycées publics bretons.